

Pour une approche sociohistorique et géopolitique des médias alternatifs

Michel Sénécal
professeur
Télé-université
Université du Québec à Montréal
senecal.michel@gmail.com

L'approche sociohistorique et géopolitique du développement et de l'implantation des technologies médiatiques illustre comment celles-ci ont constitué, en leur temps et à leur manière, tout à la fois un nouvel espace, un nouvel enjeu, un nouvel outil d'expression des logiques d'acteurs qui traversent et façonnent nos sociétés. En fait, chaque nouvelle technologie médiatique va en quelque sorte donner lieu à un nouveau champ d'alliance et de confrontation entre des valeurs, des intérêts, des projets distincts qui s'articuleront autour de sa démocratisation (Sénécal, 1995, 1999, McChesney, 1993). D'où l'importance d'interroger la tension dynamique qui existe, aujourd'hui comme par le passé, entre les grands acteurs sociaux –États, corporations privées, groupes et mouvements constitutifs de la société civile– dans la définition du sens qu'ils donnent à la notion même de démocratisation et, par conséquent, vérifier comment celle-ci se concrétise ou non dans la mise en place de conditions économiques, politiques et techniques, favorables à l'accès de l'ensemble des citoyennes et citoyens à l'espace public médiatique.

Le mouvement pour la démocratisation des moyens de s'exprimer dans l'espace public semble avoir été de tout temps partie prenante de l'idéal démocratique. Déjà, Thomas Paine défendait, au siècle des Lumières, l'idée selon laquelle les objectifs de la démocratie devaient s'appuyer sur la liberté d'expression citoyenne qui exigeait à la fois le maintien d'un débat continu entre des opinions diverses et d'une libre et égalitaire disposition des moyens nécessaires pour les diffuser publiquement (Paine, 1998). John Keane, en retraçant l'histoire des luttes pour la liberté de presse en Angleterre et en Europe démontre comment ce mouvement social participe jusqu'au milieu du XIXe siècle des grandes batailles démocratiques à la fois contre la censure d'État et l'esclavage mais aussi pour les droits humains. Du reste, ce mouvement aurait contribué à concevoir différemment la démocratie et à mettre en place les fondements de la citoyenneté moderne. (Keane, 1991). Dans cette veine, Peter Bruck et Marc Raboy ont insisté sur le fait que désormais les luttes pour la démocratie et la démocratisation de la communication doivent s'adapter aux nouvelles formes de pouvoir et de domination. Les luttes et stratégies de résistance de la démocratie culturelle et communicationnelle de maintenant sont forcément différentes mais tout aussi essentielles et décisives que les luttes démocratiques libérales en faveur de la liberté de presse et de justice sociale (Bruck et Raboy, 1989). En fait, les droits culturels composeraient aujourd'hui un autre champ de bataille au côté des droits sociaux fondamentaux (Gusse, 2006).

Or peu étonnant que dans la foulée des critiques du phénomène du contrôle économique ou politique de l'espace médiatique qui inquiétait déjà dans les années 70, s'est enclenché ou poursuivi, selon les contextes, un mouvement social de démocratisation des médias auquel allaient prendre part au cours des décennies suivantes des pratiques sociales œuvrant dans différents domaines technologiques : de la

presse écrite aux technologies de l'Internet et du logiciel, en passant par la radio, la télévision par câble, la vidéo et le cinéma, etc. Elles se disent communautaires, libres, associatives, populaires, autonomes, radicales, indépendantes, du tiers-secteur, mais peu importe l'appellation, elles tendent à se ressembler en ce qu'elles ont en commun d'être non-gouvernemental, sans but lucratif et surtout, d'être à des degrés divers et selon des caractéristiques qui leur sont propres, une alternative aux médias dominants. Ce mouvement est cependant loin d'être homogène tant en raison des technologies utilisées que des contextes sociopolitiques d'émergence. Il est né et développé durant toutes ces années à la confluence et sous l'influence de diverses conjonctures et idéologies politiques, celles-ci s'entremêlant ou s'entrechoquant.

Ce sont aussi bien les idéaux des luttes de libération nationale, les utopies du changement social contre culturel ou socialisant, que les fondements de l'éducation populaire à la Paolo Freire, les principes de l'intervention culturelle et communautaire, la pensée libertaire des activistes de l'Internet, et ainsi de suite. En fait chacune des décennies depuis les années 60, a été la scène de l'apparition de technologie nouvelle et d'idéologies l'escortant.

Aussi, il est compréhensible que ce soit maintenant à travers le mouvement altermondialiste que le militantisme *dans et par* la voie des médias alternatifs se réactualise. Qu'il s'agisse de la question des femmes, de l'éducation, de la santé, du logement, de l'environnement, de l'immigration, etc. toutes ces préoccupations sociales continuent de trouver des échos sur les réseaux alternatifs de toutes sortes. Non seulement parce que ceux-ci se doivent de refléter les valeurs et intérêts de leurs collectivités ou de leurs groupes affinitaires, mais aussi parce les membres actifs au sein de ces médias sont également partie prenante de ces mouvements sociaux.

Ce mouvement de démocratisation se fonde sur un militantisme pour qui les médias sont à la fois un *moyen* (celui de démystifier, démocratiser, rendre accessible le média), mais aussi une *finalité* (pour éduquer, contre-informer, démocratiser la société). Et c'est aussi une cause lorsque ce militantisme est mis dans une perspective de changement social pensé plus en profondeur. Toutes préoccupations faisant partie de ce que Dominique Cardon et Fabien Granjon (2003) appellent le *militantisme informationnel et communicationnel*. Des pratiques qui auraient aussi comme point de convergence international la défense du droit à la communication (Hamelink, 2002, Ambrosi, 1999).

En devenant des moyens de communication de proximité et de réciprocité, les médias non-gouvernementaux, non-commerciaux, affinitaires ou citoyens, allaient constituer des lieux privilégiés d'une « double démocratisation » (Held 1995, Keane 1991). Il s'agit non seulement de moyens de démocratiser l'espace public médiatique mais aussi de sources potentielles d'une démocratisation de la société à l'échelle même de leur intervention. Certaines valeurs et pratiques démocratiques peuvent dès lors trouver une place dans l'espace public, puisque que ces pratiques médiatiques alternatives leur donnent une place primordiale dans l'organisation de leurs activités.

Leur approche participative se traduit notamment par 1) l'emphase donnée au rôle de la collectivité dans la propriété du média, 2) sa participation active à l'élaboration des contenus diffusés ou encore 3) la gestion de l'organisme. D'où l'importance qui sera accordée à la formation des participants, bénévoles, entre autres en matière d'appropriation technologique et, dans certains cas, d'éducation aux

médias.

Un des exemples les plus radicaux, maintenant bien connu, de ce type de pratiques médiatiques émergentes et qui a essaimé depuis le début des années 2000 dans Internet, est celui du réseau des Independent Media Centres (IMC), mieux connu sous le nom d'Indymedia, né en 1999, à Seattle, dans la foulée des mobilisations anti-globalisation (Kidd, 2002).

Mélange complexe de journalisme radical et d'activisme politique propres aux *grassroots* ou *groupes de base*, le phénomène que constitue Indymedia en terme *politique, organisationnel et médiatique*, combine le déploiement habile des technologies numériques en réseau à un mode d'organisation horizontal et multilatéral. Ce « média-activisme » se caractérise par son approche multi localisée, multilinguistique, multimédia, décentralisée et non-hiérarchique. D'ailleurs, considérant la forme organisationnelle comme un geste politique, Indymedia défend le modèle de prise de décision consensuelle (consensus decision making), également expérimentée dans la production de logiciel libre (Downing, 2002).

Depuis, cette constellation politico-médiatique s'est étendue et plusieurs centaines de déclinaisons sont nées à travers le monde à l'échelle de villes comme de pays. Il s'agit en fait de constituer une sorte d'agence de presse globale, ouverte à toute collaboration grâce à la publication « ouverte » sans contrôle éditorial serré (Open Publishing) et qui a pour but de diffuser des informations et des opinions qui peuvent plus facilement être transmises par le biais d'un réseau numérique décentralisé comme l'Internet que par les technologies médiatiques traditionnelles confinées à un territoire spécifique et dont l'utilisation est soumise à un cadre réglementaire strict.

Mais on pourrait dire que plusieurs des pratiques médiatiques alternatives d'aujourd'hui sont à la croisée de deux tendances identifiables dans la mouvance militante d'Internet qui s'est consolidée à la fin des années 90. D'abord, la tradition du militantisme communicationnel duquel sont proches les médias communautaires alternatifs qui positionnent l'Internet dans une séquence historique d'appropriation des technologies médiatiques (presse, radio, TV, vidéo, etc.) tout en développant une critique de l'influence dramatique de la concentration économique des médias, de l'emprise du pouvoir corporatif sur l'Internet et en faisant la promotion de pratiques alternatives des technologies numériques et du logiciel libre.

L'autre tendance s'inscrit dans la foulée des actions et mobilisations anticapitalistes sporadiques mais en continuelle multiplication à l'échelle de la planète utilisant les technologies de réseau. Cette tendance en est une de rupture radicale. Elle est fortement orientée vers les principes de la liberté d'expression sans restriction (Freedom of Speech) tels qu'ils sont évoqués dans le Premier amendement de la constitution américaine. Ces activistes jouent notamment un rôle de chien de garde des institutions gouvernementales, pratiques ayant des racines fortes aux États-Unis d'où est originellement issu Indymedia. (Abramson, 2002)

Ainsi deux grands segments de ces mobilisations médiatiques citoyennes sont identifiables et cela peut importe leur théâtre d'opération, du local à l'international, et les technologies employés des plus anciennes comme la presse écrite aux plus contemporaines comme Internet. D'une part, on retrouve les

pratiques qui regroupent les militants comme tels de l'alternative médiatique, et d'autre part, les groupes et mouvements de la société civile organisée, qui s'approprient les technologies pour promouvoir leurs causes. Si, à prime abord, les préoccupations et stratégies diffèrent sensiblement, ces pratiques se rejoignent en ce qu'elles défendent cette idée politique fondamentale en démocratie qui est celle de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas ou si peu.

BIBLIOGRAPHIE

Abramson, Bram Dov (2002). "The Politics of Broadband: Virtual Networking and the Right to Communicate", *Global Media Policy in the New Millennium*, Marc Raboy (ed.), University of Luton Press, Luton, pp. 233-250.

AMBROSI, Alain (1999). « Difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global », dans *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, sous la direction de Serge PROULX et André VITALIS, Rennes, Apogée, pp. 99-122

BRUCK, Peter et Marc RABOY, sous la direction, (1989). *Communication For and Against Democracy*, Black Roses, Montreal and New-York.

DOWNING, John (2002). « Independant Media Centres : a Multi-local, Multi-media Challenge To Global Neo-liberalism », *Global Media Policy in the New Millennium*, edited by Marc Raboy, University of Luton Press, Luton, pp. 215-232.

GRANJON, Fabien; CARDON, Dominique (2003). *Mouvement altermondialiste et militantisme informationnel*, communication at the Association of Internet Researchers Conference, Toronto, October.

GUSSE, Isabelle, sous la direction, (2006). *Diversité et indépendance des médias*, Montréal, Presses de l'université de Montréal.

HAMELINK, Cees (2002). « The Civil Society Challenge to Global Media Policy », in *Global Media Policy in the New Millenium*, edited by Marc RABOY, University of Luton Press, Luton, pp.251-260.

Keane, John (1991). *The media and Democracy*, Polity Press, Cambridge.

Held, David (1995), "Democracy and the International order", *Cosmopolitan Democracy: An agenda for the new world order*, eds. David Held and Daniele Archibugi, Polity Press, Cambridge, pp 96-120.

KIDD, Dorothy (2002). "Indymedia.org: The development of Communication Commons", *Democratic Communiqué*, vol. 18. Summer, Oak Park, UDC.

McCHESNEY, Robert W. (1993). *Telecommunications, Mass Media, and Democracy, The battle for the control of U.S. Broadcasting, 1928-1935*, New-York, Oxford, Oxford University Press.

PAINE, Thomas (1998). *Les Droits de l'Homme*, présentation de Jean-Pierre Boyer, Septentrion, Sillery, Québec.

SÉNÉCAL, Michel, Frédéric DUBOIS (2005), "The Alternative Media Movement in Quebec's Mediascape", *Converging Media, Diverging Politics: A political Economy of News Media in United States and Canada*, editors: D. Skinner, J. Compton and M. Gasher, Lexington Books.

SÉNÉCAL, Michel (2003) « societecivile.net : l'appropriation citoyenne d'un nouvel espace médiatique », *2001 Bogues - Globalisme et pluralisme*, volume 4: Communication, démocratie et globalisation, sous la direction d'A. MATTELART et G. TREMBLAY, Les Presses de l'université Laval, Québec, pp. 79-93.

SÉNÉCAL, Michel (1999). « La part réduite de l'appropriation collective : vers un déficit démocratique de l'espace médiatique », dans *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, sous la direction de Serge PROULX et André VITALIS, Édition Apogée, Rennes, p. 183 à 203.

SÉNÉCAL, Michel (1995). *L'espace médiatique. La communication à l'épreuve de la démocratie*, Montréal, Liber.